

Questions orales

milliers d'emplois et apportant misère et désespoir à des milliers de familles canadiennes? Est-ce que le premier ministre entreprendra dès aujourd'hui de remplacer ses programmes par des programmes qui créent des emplois, stimulent la croissance économique et ne plongeront pas le Canada dans une récession encore pire?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, les programmes que notre gouvernement a adoptés sont pensés précisément pour éviter le genre de récession que nous avons connue en 1981-1982 et dont le député sait beaucoup de choses.

L'an dernier et encore cette année, nous avons déclaré que nous devions éviter d'accroître les pressions inflationnistes qui étaient en train d'émerger dans notre économie et nous faisaient perdre de notre compétitivité, exactement comme cela se produit en ce moment en Grande-Bretagne. Dans ce pays, l'inflation est actuellement de 10,6 p. 100. L'inflation y est beaucoup moins bien contrôlée qu'ici et nous nous efforçons d'éviter le même problème pour pouvoir restaurer très rapidement une croissance sans inflation.

Le rapport du Conference Board déclare clairement qu'au cours du deuxième trimestre de l'an prochain, nous aurons un taux de croissance annuel de 3 p. 100. C'est ce que nous voulons atteindre.

L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition): Monsieur le Président, dans son arrogance et son aveuglement, le ministre refuse d'écouter des organismes comme le Conference Board et son propre Conseil économique, et continue de parler de l'inflation. Or, dans son rapport, le Conference Board dit que la TPS, un élément-clé de la politique du gouvernement, aura non seulement pour effet d'alimenter l'inflation, mais encore de provoquer l'an prochain, lors de sa mise en oeuvre, une érosion du pouvoir d'achat au moment où l'économie sera en récession et les taux d'intérêt seront encore trop élevés.

Je demande donc au premier ministre et au ministre des Finances s'ils auront l'intelligence et la clairvoyance de retirer dès maintenant la TPS avant qu'elle plonge le pays encore plus profondément dans la récession et cause encore plus de difficultés aux Canadiens et à leurs familles.

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, le député m'accuse de ne pas écouter. Je lui suggère d'ouvrir lui aussi ses oreilles et de lire plus attentivement le rapport du Conseil économique.

Il est dit dans ce rapport que le Conseil économique appuie la politique que nous avons appliquée dans notre lutte contre l'inflation. Lisez le rapport. Je suggère au député de lire ce passage du rapport.

Le Conseil économique dit être en faveur de mesures visant la réduction du déficit. Si le député voulait bien être honnête envers les Canadiens, il avouerait n'avoir jamais rien proposé pour la réduction du déficit. C'est là un élément-clé de ce que le Conseil économique propose aux Canadiens, et nous sommes tout ouïe.

L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition): Monsieur le Président, je demande au ministre des Finances s'il sera assez honnête envers les Canadiens pour reconnaître, de concert avec le premier ministre et son gouvernement, que la raison pour laquelle ils veulent désespérément faire adopter de force la TPS, c'est qu'ils espèrent ajourner les travaux de la Chambre le plus tôt possible, de façon à ne plus avoir à rester ici et à faire face à la musique au sujet de la récession dont ils sont responsables.

• (1420)

Ils ne veulent pas rester ici et entendre les plaintes des Canadiens au sujet de la récession engendrée par la TPS qu'ils veulent instaurer.

[Français]

Monsieur le Président, pourquoi le premier ministre ne retire-t-il pas aujourd'hui sa néfaste TPS? Pourquoi le premier ministre désire-t-il faire plus mal aux familles canadiennes déjà gravement touchées par la récession créée par les politiques de ce gouvernement?

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je vais vous dire quel genre de musique je ne peux plus supporter. . .

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Vous n'avez qu'à démissionner.

M. le Président: Le ministre a la parole.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Monsieur le Président, la musique dont je parle, c'est celle des mirlitons et de tous les autres instruments des cacophonistes du Sénat.

Des voix: Bravo!

M. le Président: Le ministre pourrait peut-être compléter sa réponse.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Monsieur le Président, le député a dit pourquoi nous tentons de forcer l'adoption de la TPS. S'il prend connaissance de ce que les sénateurs